Administration communale
de BISSEN

Le conseil communal est prié de se présenter ***Mercredi, le 26 février 2020 à 17.30 heures*** dans les locaux de réunion habituels pour délibérer sur les points suivants:

Approbation de plusieurs actes notariés
- **a) An der Bléi**
- **b) A.L.F. Property S.à.r.l.**
- **c) Longchamp S.à.r.l.**

2) Approbation de plusieurs morcellements :
- **a) rue de l'Eau**
- **b) rue des Forges**

3) Introduction de subventions en matière d'énergie
- **a) Acquisition d'appareils à basse consommation d'énergie**
- **b) Acquisition de cycles ordinaires ou à pédalage électrique**
- **c) Réduction des émissions CO2**

4) Approbation de plusieurs compromis de vente
- **a) Post Luxembourg SA**
- **b) Margot TORDY**
- **c) Consorts FEITH**

5) Approbation de plusieurs devis :
- **a) Renouvellement de la conduite d'eau dans la route de Roost**
- **b) Réalisation d'un programme contre les fortes pluies**
- **c) Acquisition d'une scène mobile**

6) Adoption d'un nouveau règlement communal de gestion des déchets ménagers

7) Approbation d'un nouveau règlement-taxe en matière de gestion des déchets

8) Décision de recourir à une ligne de préfinancement – Hall des Sports - Prolongation

9) Nomination d'un nouveau membre à la commission de la mobilité

10) Approbation de statuts :

- **a) Amicale Fraiwelleg Pompjeën Biissen**
- **b) Pro Bissen**
- **c) Club de pétanque**

Bissen, le 20 février 2020
Pour le collège des bourgmestre et échevins
Le secrétaire communal, Le bourgmestre,

Article 18 de la loi communale du 13 décembre 1988

Le conseil ne peut prendre de résolution, si la majorité de ses membres en fonctions n'est présente. Cependant, si l'assemblée a été convoquée deux fois sans s'être trouvée en nombre requis, elle pourra, après une nouvelle et dernière convocation, quel que soit le nombre des membres présents, prendre une résolution sur les objets mis pour la troisième fois à l'ordre du jour.

Les deuxième et troisième convocations se feront conformément aux règles prescrites par les articles 12 et 13, et il sera fait mention si c'est pour la deuxième fois ou pour la troisième que la convocation a lieu, en outre la troisième convocation rappellera textuellement les deux premières dispositions du présent article. Un membre du conseil qui, sans motif légitime, n'aura pas été présent à trois séances consécutives pourra, sur la proposition du conseil, être déclaré démissionnaire par le ministre de l'Intérieur.